



NATIONS UNIES  
ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/CN.4/317/Add.1  
12 avril 1979  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/  
FRANCAIS

---

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL  
Trente et unième session  
Genève, 14 mai-3 août 1979  
Point 1 de l'ordre du jour provisoire

NOMINATION A DES SIEGES DEVENUS VACANTS APRES ELECTION A  
LA COMMISSION

Additif à la note du Secrétariat

I

Liste de candidats

Les candidats suivants ont été nommés par des gouvernements pour pourvoir aux sièges devenus vacants à la Commission du droit international par suite de l'élection de M. Roberto Ago (Italie), M. Abdullah El-Erian (Egypte) et M. José Sette-Câmara (Brésil) aux fonctions de juges à la Cour internationale de Justice :

- M. Julio Barboza (Argentine)
- M. Boutros Boutros Ghali (Egypte)
- M. Carlos Calero Rodriguez (Brésil)
- M. Jens Evensen (Norvège)
- M. Enrique Gaviria Liévano (Colombie)
- M. Jorge E. Illueca (Panama)
- M. Eduardo Jiménez de Aréchaga (Uruguay)
- M. José Manuel Lacleta Muñoz (Espagne)
- M. Francisco Orrego Vicuña (Chili)
- M. Abdillahi Said Osman (Somalie)
- M. Edilbert Razafindralambo (Madagascar)

II

Notices bibliographiques des candidats

Original : anglais et  
espagnol

M. Julio BARBOZA

(Argentine)

Actuellement : Chef des organismes internationaux au Ministère des relations extérieures et du culte.

Etudes

1950 : Diplôme d'avocat de la Faculté de droit et des sciences sociales, Université nationale de Buenos Aires

1953 : Diplôme de "Master of Laws in Comparative Law" (cum Laude), Southern Methodist University, Dallas, Texas (Etats-Unis).

Année universitaire 1953/54 : séminaire de doctorat en droit international public (J. S. D.), Université de Columbia, New York (Etats-Unis); directeur des études : le professeur Philip Jessup.

1961 : Cours à l'Académie de droit international de La Haye.

1961 : Séminaire de l'Académie de droit international de La Haye sur les voies d'eau d'intérêt international.

Carrière universitaire

Professeur de droit international public, Faculté de droit et de sciences sociales de l'Université nationale de Buenos Aires et de l'"Universidad del Salvador", (Buenos Aires).

Ancien professeur des établissements suivants :

- a) Université catholique de Cordoba. Faculté de droit et de sciences sociales, Ecole de sciences politiques et de diplomatie. Chaire de droit international public.
- b) Institut du service diplomatique argentin. Titulaire des chaires suivantes : Organismes internationaux; Droit international public; Relations internationales.
- c) Southern Methodist University, Faculté de droit (School of Law), Département des hautes études. Chaire de droit civil (Dallas, Texas, Etats-Unis).
- d) Centre des hautes études de l'armée. Chaire de dynamique des relations internationales.

/...

Ouvrages publiés

"La Enseñanza en las Escuelas de Derecho de los Estados Unidos". Article publié dans la revue de jurisprudence La Ley, numéros des 16 et 17 septembre 1954.

"Norma y realidad en los delitos de omisión". Article publié avec d'autres dans le livre intitulé Del actual pensamiento jurídico argentino, ed. Arayu, Buenos Aires, 1952.

"Objeto y Facultad Calificadora en el Asilo Diplomático". Article publié dans la revue Jurisprudencia argentina, 1958, et dans la Revista Peruana de Jurisprudencia, 1959.

Traspaso de la Jurisdicción Obligatoria de la Corte Permanente a la Corte Internacional de Justicia. Article publié dans la revue La Ley, 1961.

"Individuo, Comunidad y Derecho Internacional". Article publié dans la revue Jurisprudencia argentina, le 16 février 1967.

Institutions scientifiques

Membre associé de l'Instituto hispano-luso-americano de Derecho Internacional.  
Membre fondateur de l'Association argentine de droit international.  
Membre titulaire de l'Institut ibéro-américain de droit aérien et spatial.  
Membre de l'American Society of International Law.  
Membre de l'Institut international de droit spatial (Paris)

Réunions scientifiques et mémoires présentés

Deuxièmes journées du droit aérien et spatial, Cordoba (Argentine), mai 1968.  
Mémoire présenté : "Le statut juridique du cosmonaute".

Rapporteur du premier Séminaire national des professeurs et chercheurs dans le domaine du droit international, Rosario (Argentine), novembre 1968.  
Mémoire présenté : "Réflexions sur le point II de l'ordre du jour : l'enseignement du droit international par l'étude de cas".

Troisièmes journées du droit aérien et spatial, Buenos Aires (Argentine) mai 1969.  
Mémoire présenté : "Aspects du régime de télécommunications par satellites intéressant le droit international".

Réunion du Congrès hispano-luso-américain de droit international, Buenos Aires (Argentine), août 1969.

Deuxième séminaire national de professeurs et chercheurs dans le domaine du droit international, Cordoba (Argentine), septembre 1969.

Congrès de l'Institut ibéro-américain de droit aérien et spatial, Séville (Espagne), septembre 1973.

Réunions internationales, diplomatiques et juridiques

(Délégué du Gouvernement argentin)

Cinquième réunion de consultations des ministres des relations extérieures, Santiago du Chili, 1959.

Conférence diplomatique de droit maritime, Bruxelles, 1961.

Dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1952.

Réunion consultative régionale de juristes de la Banque mondiale, Santiago du Chili, 1963.

Huitième Conférence régionale de la FAO, Viña del Mar (Chili), 1965.

Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, réunion de Genève, 1970.

Première Assemblée générale ordinaire de l'OEA, Washington, 1970.

Comité de l'ONU des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale, réunion de Genève, 1970.

Trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 1977.

Dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, New York, 1978.

Huitième Assemblée générale ordinaire de l'OEA, Washington, 1978.

Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, Belgrade, 1978.

Trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, 1978.

Autres fonctions ou activités en République argentine

Ancien membre du Cabinet du Ministre des relations extérieures

Ancien Conseiller juridique

Membre du Comité des sciences juridiques, politiques et sociales de la Commission nationale de recherches spatiales

Ancien membre du Comité permanent d'évaluation des questions juridiques liées à l'utilisation de l'énergie nucléaire de la Commission nationale de l'énergie atomique

Ancien agent du Gouvernement argentin lors de l'arbitrage entre l'Argentine et le Chili dans l'affaire du canal de Beagle.

Décorations

Grand-Croix de l'Ordre du Soleil du Pérou

Grand-Croix de l'Ordre du Mérite de la République de l'Equateur

Grand-Croix de l'Ordre de la Croix du Sud du Gouvernement brésilien

Grand Officier de l'Ordre Bernardo de O'Higgins de la République du Chili

Grand Officier de l'Ordre de Saint-Charles de la République de Colombie.

/...

M. Boutros BOUTROS GHALI

(Egypte)

/Original : anglais/

Date et lieu de naissance : 14 novembre 1922, Le Caire (Egypte)

Domicile : 2 rue du Nil, Giza, Le Caire.

Fonctions exercées :

Ministre d'Etat aux affaires étrangères

Membre du Comité central de l'Union socialiste arabe

Ancien professeur de droit international et de relations internationales et ancien titulaire de la chaire de sciences politiques à l'Université du Caire

Président du Centre d'études politiques et stratégiques, Al Ahrām, et rédacteur de la revue trimestrielle d'affaires internationales Al-Siyassa Al-Dawlya

Vice-Président de la Société égyptienne d'étude des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail

Membre de la Commission internationale de juristes (Genève)

Membre associé de l'Institut de droit international (Bruxelles)

Membre associé de l'Institut Affari Internazionali (Rome)

Membre du Comité scientifique de l'Académie mondiale pour la paix (Menton, France)

Membre du Conseil et du Comité directeur de l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg, France)

Membre du Conseil de rédaction de la Revue égyptienne de droit international et de l'Annuaire de l'Association des auditeurs et anciens auditeurs de l'Académie de droit international de La Haye

Titres universitaires

Doctorat de droit international de l'Université de Paris (1949)

Sujet de thèse : Contribution à l'étude des organisations régionales (en français)

Diplôme de l'Institut de sciences politiques de l'Université de Paris (1949)

Diplôme supérieur d'économie de l'Université de Paris (1948)

Diplôme supérieur de droit public de l'Université de Paris (1947)

Licence en droit de l'Université du Caire (1946)

Domaines de spécialisation dans l'enseignement et la recherche

Droit international et relations internationales

Organisations internationales et en particulier organisations afro-asiatiques

Carrière universitaire

Bénéficiaire d'une bourse de recherche Fullbright, Université de Columbia (New York, 1954-1955)

Directeur associé du premier Séminaire Dag Hammarskjöld (La Haye, 1963)

Directeur du Centre de recherche de La Haye, Académie de droit international (La Haye, 1963 et 1964)

/...

Membre du Groupe d'étude de l'Académie de droit international de La Haye (1965-1966)  
Chargé de conférences à la Faculté de droit de l'Université de Paris (1967-1968)  
Membre du Groupe responsable du Programme extérieur de l'Académie de droit international de La Haye (1968-1971)  
Codirecteur de la première session du Programme extérieur de l'Académie de droit international (Rabat, 1969)  
Directeur de la première réunion organisée à l'intention des membres du corps diplomatique des Emirats arabes unis (Abu Dhabi, janvier-février 1973)  
Représentant spécial de la Ligue arabe en Afrique (septembre-octobre 1974)  
Chargé de conférences de droit international et de relations internationales dans diverses universités, y compris l'Université de Columbia (New York (1954-1955, 1974), et l'Université de Princeton (1955-1974), le State College University of Pennsylvania (1955), l'Université de Virginie (1955), l'Institut d'affaires internationales de New Delhi (1959), l'Institut d'affaires internationales de Varsovie (1960), l'Université de Varsovie (1960), l'Université de Cracovie (1960), l'Université de Poznan (1960), l'Université de Genève (1969-1971), l'Université d'Alger (1964-1971), l'Université de Zagreb (1960), l'Université de Belgrade (1961), l'Université de Paris (1967, 1968, 1974), l'Université de Nice (1968-1972), le Séminaire Dag Hammarskjöld d'Upsala (1968), l'Université de Rabat (1969), l'Université de Dakar (1969), l'Université de Dar es-Salam (1970), l'Université de Nairobi (1970), l'Université du Koweït (1972), l'Université de Californie (1974), Abu Dhabi (1973-1974), l'Université de Tananarive (1974), l'Université Nehru (1976) et l'Université d'Aix-en-Provence (1977).

Participation à des colloques et à des conférences universitaires

Conférence sur la vie estudiantine et l'enseignement supérieur aux Etats-Unis parrainée par l'Université de Buffalo en collaboration avec la Conference Board of Associated Research Councils, Buffalo, New York (juin 1955).

Congrès international de juristes, conférence parrainée par la Commission internationale de juristes (New Delhi, janvier 1959).

Conférence de l'Association de droit international (Hambourg, août 1963).

Conférence sur le droit international organisée par la Dotation Carnegie pour la paix internationale : Les nouveaux Etats indépendants et le droit international (Genève, octobre 1963).

Table ronde sur l'enseignement du droit international et des relations internationales tenue sous les auspices de l'Université de Singapour, Malaisie (janvier 1964).

Conférence sur le droit international organisée par la Dotation Carnegie pour la paix internationale (Le concept du Jus Cogens dans le droit international), (Lagonissi, Grèce, avril 1966).

Conférence de l'Association de droit international (Helsinki, août 1966)

Séminaire sur les problèmes de droit international en Afrique (Lagos, juin 1968).

Réunion sur les droits culturels en tant que droits de l'homme, tenue au siège de l'UNESCO (Paris, juillet 1968).

Table ronde sur le droit et le développement économique et social parrainée par le Conseil civil de la République du Liban (Beit-Mery, Liban, décembre 1968).

Conférence de la Fondation Ariel. Premier débat arabo-britannico-américain sur la crise du Moyen-Orient (Londres, juin 1970).

Colloque interarabe organisé par l'Université catholique de Louvain, Belgique (novembre 1970).

Colloque international sur les problèmes de l'université africaine (Alger, mars-avril 1971).

Réunion sur l'influence du colonialisme dans les pays en développement parrainée par l'UNESCO (Dar es-salam, juillet 1971).

Conférence de la Fondation Ariel. Deuxième débat arabo-britannico-américain sur la crise du Moyen-Orient (Londres, septembre 1971).

Conférence sur l'Europe et l'Afrique méditerranéenne organisée par l'Istituto Affari Internazionali (Rome, octobre 1971).

Conférence d'experts gouvernementaux sur la réaffirmation et le développement du droit humanitaire international applicable aux conflits armés (Genève, mai-juin 1972).

Conférence de l'Académie mondiale pour la paix (Menton, 7 au 11 janvier 1974).

Conférence mondiale des Chrétiens pour la Palestine (Genève, 11 au 14 janvier 1974).

Conférence chrétienne de la paix sur le Moyen-Orient (Le Caire, 23 au 27 avril 1974).

Conférence organisée par l'Istituto Affari Internazionali sur la coopération et le développement dans la région méditerranéenne (Milan, 3-4 mai 1974).

Séminaire des Nations Unies sur la promotion et la protection des droits de l'homme des minorités nationales, ethniques et autres (Ohrid, Yougoslavie, 25 juin au 8 juillet 1974).

Séminaire sur les relations internationales, Institut du Cameroun (Yaoundé, 16 au 23 septembre 1974).

Colloque afro-arabe sur la libération et le développement (Khartoum, 7 au 11 janvier 1976).

Séminaire sur le rôle du non-alignement dans un monde en évolution, Centre international de l'Inde (New Delhi, 26 au 29 avril 1976).

Forum de la paix de l'UNESCO sur les sciences sociales et humaines et le problème de la paix, UNESCO (Paris, 3 au 6 mai 1976).

Cultures arabe et américaine, conférence parrainée par l'American Enterprise Institute for Public Policy Research (Washington, D.C., 23-24 septembre 1976).

Colloque afro-arabe, Sharjah, Emirats arabes unis (décembre 1976).

Conférence de l'Académie mondiale pour la paix, les guerres civiles (janvier 1977).

Conférence internationale sur le développement et la stabilité en Méditerranée parrainée par l'Istituto Affari Internazionali (Athènes, 26 au 29 janvier 1977).

#### Associations professionnelles

Société égyptienne de droit international

Société égyptienne de sciences politiques

Académie égyptienne de technologie et de sciences sociales

Société copte d'archéologie

Association d'auditeurs libres et d'élèves de l'Académie de droit international de La Haye

Association de droit international

Société française pour le droit international

#### Ouvrages

Contribution à l'Etude des ententes régionales 1949, XV, éditions A. Pédone, Paris.

Cours de diplomatie et de droit diplomatique et consulaire 1951, éditions Librairie Anglo-Egyptian, Le Caire.

Le problème du Canal de Suez (en collaboration avec Youssef Ohlala) 1957. Société égyptienne de droit international, Alexandrie.

Egypt and the United Nations (en collaboration), Carnegie Endowment for International Peace, Manhattan Publishing Company, New York, 1957.

Le principe d'égalité des Etats et les organisations internationales, Académie de droit international. Recueil des Cours. Tome 100 A.W. Sijthoff, Leyde, Pays-Bas 1961.

Foreign Policies in a World of Change (en collaboration), Harner and Row, New York 1963.

Contribution à une théorie générale des alliances, édition A. Pédone, Paris 1963.

L'Organisation de l'unité africaine, Librairie Armand Colin, Paris 1969.

Le mouvement afro-asiatique, Presses universitaires de France, Paris 1969.

Les difficultés institutionnelles du panafricanisme. Institut universitaire de Hautes études internationales. Genève 1971. Collection Conférences No 9.

La Ligue des Etats arabes, Académie de droit international, Recueil des cours, volume III, 1972. A. W. Sijthoff. Leyde, Pays-Bas.

Les conflits de frontières en Afrique, éditions techniques et économiques, Paris 1973.



Articles

Le Pacte de l'Atlantique Nord. Revue égyptienne de droit international 1950, volume 6.

L'intervention américaine en Corée et le droit des Nations Unies. Société égyptienne de droit international. Brochure No 12, 1951.

De l'agencement des solidarités restreintes au sein de l'organisme international. Revue égyptienne de droit international 1951, volume 7.

La sécurité soviétique en Europe orientale. Revue égyptienne de droit international 1952. Volume 8.

Le Pacte balkanique du 28 février 1953. Revue égyptienne de droit international 1953, volume 9.

L'Union centre-américaine. Revue égyptienne de droit international 1953, volume 9.

Commentaire sur les conventions conclues sous l'égide de la Ligue arabe. Journal of the Association of Attenders and Alumni of The Hague Academy of International Law 1955. Volume 25, Leyde, Pays-Bas. Articles reproduits dans Notes et Documentation du 9 juin 1956, No 2184, Paris 1956.

L'Union soviétique et le NATO. Revue égyptienne de droit international, 1954, volume 10.

La Conférence de Caracas. Revue égyptienne de droit international, 1954. Volume 10.

La Ligue arabe et l'Afrique du Nord. Boletim de Faculdade de Direito, vol. XXX, Coimbra (Portugal) 1955.

Le Pacte du Sud-Est asiatique. Jahrbuch für Internationales Recht. Gottinger 1955 (République fédérale d'Allemagne).

The Arab League 1945-1955. Ten years of struggle. International Conciliation Carnegie Endowment for International Peace. No 498, mai 1954, New York, N.Y. (USA).

The Anglo-Yemini Dispute. Revue égyptienne de droit international, 1955, volume II.

The Egyptian Foreign Policy and the Arab League. Review of Economics, Politics and Business Studies. February 1956, No 1, Article traduit par le Centre de documentation et de synthèse et publié dans son Bulletin du 15 mars 1956 (Paris).

La Conférence de Bandung, Internationales Jahrbuch der Politik, Munich 1955 (République fédérale d'Allemagne).

La Ligue arabe. Notice bibliographique. Revue égyptienne de droit international, 1955, volume II.

Versuch einer Analyse der panarabischen Bewegung, Internationales Jahrbuch der Politik. Munich 1956 (République fédérale d'Allemagne).

La Conférence de Brioni. Journal of the Association of Attenders and Alumni of The Hague Academy of International Law 1957. Volume 27, Leyde, Pays-Bas.

Essai d'analyse du panarabisme. Revue égyptienne de droit international 1956, volume 12, tome II.

Middle Eastern Security Pacts. Revue égyptienne de droit international 1957, volume 13.

Le monde afro-asiatique et l'OUA. Aktuelle Probleme des Internationalen Rechts. Walter De Gruyter Co. Berlin 1957.

Notes sur l'Union des Etats arabes et sur la République arabe unie. Revue égyptienne de droit international 1968, volume 14.

Intégration arabe et intégration européenne. Journal of the Association of Attenders and Alumni of The Hague Academy of International Law 1959, volume 29.

Un précurseur de l'organisation internationale Al-Kawakibi. Revue égyptienne de droit international, 1960, volume 16.

La Conférence de Belgrade. Revue égyptienne de droit international 1961, volume 17.

L'accord nucléaire de Moscou. Revue égyptienne de droit international, volume 19, 1963.

The Addis Ababa Charter, International Conciliation, No 546, janvier 1964, New York.

Bundnissysteme in Sowjet system und Demokratische Gesellschaft. Eine Vergleichende Enzyklopaodie, p. 910-934 Herder, Fribourg, Bâle, Vienne 1967.

The university teaching of social science. International Law. Publié en 1967 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris 1967.

La crise de la Ligue arabe. Annuaire français de droit international 1968, volume 14, 1968.

Le régionalisme et les Nations Unies. Revue égyptienne de droit international, volume 24, 1968.

L'Organisation de l'unité africaine et la coopération économique. Revue égyptienne de droit international, volume 25, 1969.

The Arab League - 25 years after, East Africa Journal Nairobi, juin 1970.

The Afro-Asian Movement. A Survey of Sources and Development, Revue égyptienne de droit international, volume 26, 1970.

Solidarité internationale et aide étrangère. Revue égyptienne de droit international, volume 26, 1970.

Le Centre d'étude et de recherche de droit international et de relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye, dans le livre jubilaire de l'Académie de droit international, A.W. Sijthoff, Leyde 1973.

Les fonds arabes pour le développement économique. Annuaire français de droit international 1975, volume 21, 1975.

The League of Arab States and North Africa in Africa and International Organization, publié sous la direction de Yassin Al Ayouty et Hugh C. Brooks, Martinus Nijhoff. La Haye, Pays-Bas 1974.

The League of Arab States and the Organization of African Unity in the Organization of African Unity after Ten Years, Praeger Publishers, New York 1975.

Arab Diplomacy, Failures and Successes (sera publié par the American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1977).

Le système régional africain. Collection de la Société française pour le droit international, éditions Pédone, Paris 1977.

M. Carlos CALERO RODRIGUEZ  
(Brésil)

/Original : espagnol/

Né à Rio de Janeiro (Brésil) le 13 juin 1919;

Licencié en droit de l'Université du Brésil en 1940;

Professeur de droit international à l'Institut Rio Branco (Ecole de formation de diplomates) 1954-1955 et 1963-1964

Carrière diplomatique

15 décembre 1945	Entre dans la carrière diplomatique après avoir passé un concours et est nommé consul
29 septembre 1951	Est promu au choix au rang de deuxième secrétaire
26 mars 1955	Est promu au choix au rang de premier secrétaire
25 janvier 1961	Reçoit le titre de conseiller d'ambassade
21 octobre 1961	Est promu au choix au rang de ministre
30 décembre 1970	Est promu au choix au rang d'ambassadeur

Postes occupés à l'étranger

1947	Vice-Consul à Montréal (Consulat du Brésil);
1947 à 1950	Troisième Secrétaire à Washington (ambassade du Brésil);
1950 à 1953	Troisième Secrétaire, puis deuxième Secrétaire, à la Mission du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York;
1956 à 1962	Premier Secrétaire à Paris (ambassade du Brésil);
1963	Ministre Conseiller à Asunción (ambassade du Brésil);
1967 à 1969	Consul général à Montréal;
1973	Ambassadeur du Brésil à Varsovie.

Affectations

Délégué du Brésil aux sessions suivantes de l'Assemblée générale des Nations Unies : cinquième (1950), sixième (1951), septième (1952), douzième (1957), quatorzième (1959), quinzième (1960), vingt-troisième (1968), vingt-cinquième (1970), vingt-sixième (1971), et vingt-septième (1972).

Représentant du Brésil aux réunions suivantes intéressant les Nations Unies :

Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer : 1958 - Genève; 1970 - Montevideo; 1970 - Conférence latino-américaine sur le droit de la mer à Lima; Conférence du Groupe des 77 à Nairobi en 1974; chef de la délégation brésilienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer : 1974 - Caracas; 1975 - Genève; 1977, 1978 - New York.

Délégué du Brésil aux réunions suivantes :

1951	Quatrième réunion consultative des Ministres des relations extérieures des républiques américaines, Washington;
1954	Dixième Conférence interaméricaine, Caracas;
1958	Dixième session de la Conférence générale de l'UNESCO, Paris;
1972	Conférence des Nations Unies sur l'environnement, Stockholm (élu Président de la Deuxième Commission).

Chef de la délégation brésilienne aux réunions suivantes :

1974	Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève;
1975	Deuxième période de réunions de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève;
1976	Troisième période de réunions de la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, Genève;
1969 à 1973	Chef du Département des organisations internationales du Ministère des relations extérieures

M. Calero Rodriguez est l'auteur de nombreux articles sur le droit international et les relations internationales. Il a également enseigné ces disciplines dans de nombreuses universités.

M. Jens EVENSEN

(Norvège)

[Original : anglais]

Né en Norvège le 5 novembre 1917. Diplôme de droit de l'Université d'Oslo (1942). Superintendant de la police et Procureur spécial dans des affaires de haute trahison (1945-1946). Titulaire d'une bourse à la Faculté de droit de l'Université du Minnesota et de l'Université de Columbia (1947). Substitut du Procureur général (1948-1949). Avocat à la Cour suprême de Norvège (1951). Avocat et Conseiller du Gouvernement norvégien dans l'affaire des pêcheries (Royaume-Uni c. Norvège) devant la Cour internationale de Justice (1949-1951). Titulaire d'une bourse Rockefeller à la Faculté de droit de l'Université Harvard (1952-1953). Avocat et Conseiller du Gouvernement norvégien dans l'affaire de la clause or (Norvège c. France) devant la Cour internationale de Justice (1955-1957).

Représentant et Conseiller du Gouvernement norvégien devant la Cour internationale de Justice lors de la formulation de l'Avis consultatif concernant certaines dépenses des Nations Unies (1962). Représentant et Conseiller du Gouvernement norvégien de diverses juridictions internationales *ad hoc*. Représentant et Conseiller du Gouvernement norvégien devant la Commission européenne des droits de l'homme dans l'affaire Iversen (1962-1963). Représentant et Conseiller du Gouvernement norvégien devant la Commission européenne des droits de l'homme dans l'affaire concernant la Grèce (1967-1969).

Chargé de conférences et membre du Jury d'examen de la Faculté de droit de l'Université d'Oslo. Conseiller pour les questions de droit international auprès de l'Office de radiodiffusion norvégienne.

Directeur général des services juridiques du Ministère des affaires étrangères depuis 1961.

Président du Conseil norvégien du pétrole depuis 1965.

Président du Comité norvégien des pêches (1967-1969).

Président du Comité norvégien des eaux territoriales depuis 1961.

Président du Comité chargé de définir des normes de sécurité pour la production de pétrole, la pose d'oléoducs, la protection de la nature, etc., sur le plateau continental norvégien depuis 1970.

Président du Comité chargé de négocier le prix du pétrole produit sur le plateau continental norvégien depuis 1971.

Chef de plusieurs délégations nommées par le Gouvernement norvégien pour la négociation d'accords et conventions bilatéraux et multilatéraux. Représentant de la Norvège à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. En 1968, Vice-Président du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier les utilisations pacifiques du lit des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale. En 1969, élu Vice-Président du Comité permanent qui lui

/...

a succédé. Président du Groupe des arbitres agréés auprès du Tribunal arbitral d'INTELSAT (1967-1969). Membre du Groupe des arbitres agréés auprès du Tribunal arbitral d'INTELSAT (1969-1971).

Conférencier à l'Académie de droit international de La Haye (1965), sur les aspects du droit international intéressant les radiocommunications modernes.

Conférencier aux Conférences du Centre de la paix mondiale par le droit à Washington en 1965 et Genève en 1967.

Docteur en droit, S.J. D. Harvard School (1968).

Membre associé de l'Institut de droit international depuis 1971.

Nommé ambassadeur en mission spéciale (1972). Chef de la délégation norvégienne chargée de négocier un accord de libre-échange avec la Communauté économique européenne.

Ministre du commerce et des transports (1973-1974).

Ministre du droit de la mer depuis 1974.

Chef de la délégation norvégienne au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale (ONU) depuis 1968.

Chef de la délégation norvégienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer depuis 1973.

Vice-Président de la Conférence.

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1978.

#### Publications

Etendue des eaux territoriales (1951)

La clause or dans les emprunts publics (1957)

Om gyldigheten av lover som erklærer gullklausuler ugyldige eller uvirksomme (1962) (La validité des lois invalidant les clauses or)

Certain Aspects of International Law concerning the Operation of Pirate Stations from Ships and Airplanes (1960) (Certains aspects du droit international intéressant l'exploitation de stations pirates à bord de navires et d'avions)

Peacekeeping. Experience and Evaluation (Oslo 1964) (en collaboration)  
(Le maintien de la paix : expérience et évaluation)

/...

Aspects of International Law relating to Modern Radio Communications.  
(Les aspects du droit international intéressant les radiocommunications modernes). (Académie de droit international - Recueil des Cours 1965)

Muligheter og rettigheter på havbunnen. Oslo 1970. Soixante pages.  
(Le fond des mers : droits et possibilités)

Oversikt over oljepolitiske spørsmål bl. a. på bakgrunn av utenlandsk oljelovgivning og utenlandsk konsesjonspolitik (La politique pétrolière telle qu'elle ressort de la législation et des contrats de concessions) Rapport au Parlement, janvier 1971. Cent-cinquante pages.

#### Articles

The Anglo-Norwegian Fisheries Case and its Legal Consequences (L'affaire anglo-norvégienne des pêcheries et ses conséquences juridiques) (American Journal of International Law, 1952), Vol. 46, p. 609 et seq.)

Antarktis i storpolitikken (L'Antarctique en politique internationale) (Internasjonal Politikk (1955), No. 5, p. 104 et seq.)

Bevisføring for internasjonale domstoler (Nordisk Tidsskrift for Internasjonal Rett (1955), Vol. 25, p. 106 et seq.) (La preuve devant les juridictions internationales) (Acta Scandinavica Juris Gentium (1955), Vol. 25, p. 44 et seq.)

Norway and the Antarctic. (La Norvège et l'Antarctique). (The American-Scandinavian Review (1957), Vol. 45, p. 13 et seq.)

Certains aspects juridiques de la question relative à la délimitation des eaux territoriales des archipels (Document des Nations Unies A/CONF.13/18, novembre 1957)

Folkerettslige problemer forbundet med opprettelse av internasjonale sikkerhetsstyrker fra FN (Problèmes de droit international relatifs à l'établissement de forces de sécurité de l'ONU) (Internasjonal Politikk, 1963, No 1/2, p. 58 et seq.)

Rettsproblemer i forbindelse med oljeleting og utvinning av olje på den norske kontinentalsokkel (Problèmes juridiques liés à l'exploration et l'exploitation de pétrole sur le plateau continental norvégien) (Lov og Rett 1966, p. 337-351)

Norge og havbunnen. Nasjonale og internasjonale aspekter (Aspects nationaux et internationaux. La Norvège et le fond des mers). (Internasjonal Politikk 1968, No 3, p. 285 et seq.)



Present Military Uses of the Sea Bed. Foreseeable Developments (Les utilisations militaires actuelles du fond des mers et évolution prévisible) (p. 24).

Présenté au Colloque de Rome sur le régime international du fond des mers, 30 juin-5 juillet 1969, et publié dans Symposium on the International Regime of the Sea Bed Proceedings, Academia dei Lincei 1970, p. 535-556

"Fondo Marino : Gli usi militari" (Le fonds des mers : utilisations militaires) (Lo Spettatore Internazionale, numéro 4-5, Luglio-Ottobre 1969). Istituto Affari Internazionali Roma, p. 475-491)

"Present Military Uses of the Sea Bed and Foreseeable Development" (Les utilisations militaires actuelles du fond des mers et évolution prévisible) Cornell International Law Journal, vol. 3, No 2, printemps 1970, p. 121-132 et 141-151

"La recherche pétrolière au large des côtes norvégiennes", La Revue française, No 239, janvier 1971, p. 51-55

"The Use of the Sea Bed and its Subsoil outside National Jurisdiction" (Utilisation du fond des mers et de son sous-sol au-delà des limites de la juridiction nationale), Annuaire de l'A.A.A. 1967/68, volume 37/38, p. 130-136

"Problems of International Law and International Politics" (Problèmes de droit international et de politique étrangère) et "Modern Trends in Oil Politics" (Les tendances actuelles de la politique pétrolière), North Sea Oil - the Challenge and the Implications, Université Heriot-Watt, Lectures, 1973 (p. 27-62)

"Frihandelsavtalen mellom Norge og EF" (L'Accord de libre-échange entre la Norvège et les communautés européennes) (Samtiden No 4 (1973), p. 193-209)

Nordsjøoljen. Oljepolitikk : Nyere utviklingstendenser. Visse økonomiske, juridiske og politiske implikasjoner (Le pétrole en mer du Nord. La politique pétrolière : évolution récente. Certaines implications économiques, juridiques et politiques) (Internasjonal Politikk No 2, avril/juin 1973, p. 360-373)

"Nordsjøoljen - Folkerettslige og utenrikspolitiske problemer (Le pétrole de la mer du Nord - Problèmes de droit international et de politique étrangère) (Internasjonal Politikk No 3, juillet-septembre 1973, p. 501-514)

"Norge i drift?" (Tendances de la politique étrangère norvégienne) (Samtiden, No 5 (1975), p. 269 et seq.)

"Towards a new Law of the Sea : Global and European Aspects and Implications" (Vers un nouveau droit de la mer : les problèmes et les conséquences pour l'Europe et pour le monde) (Studia Diplomatica (1975), vol. XXVIII, 1975, No 6)

"The UN Conference on the Law of the Sea" (La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer), Conférence donnée à Pacem in Maribus VII, Algérie, 25-28 octobre 1976. Publié dans Pacem in Maribus, vol. VII

"The Emerging Law of the Sea" (Le nouveau droit de la mer) - Discours d'ouverture au deuxième Colloque international sur les océans, Tokyo (Marine Technology and Law, 1977, p. 6-12)

"Norsk havrettspolitikk i perspektiv" (Le droit de la mer et la politique de la Norvège) (Internasjonal Politikk, No 1, janvier/mars 1978, p. 7-24)

"The United Nations Conference on the Law of the Sea and its Implications for the New International Economic Order" (La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et ses implications pour le nouvel ordre économique international). Exposé fait lors du Colloque sur le nouvel ordre mondial, 7-10 août 1978 à Istanbul (Turquie). Publié dans Proceedings of the Symposium on New International World Order, Istanbul 1978

"The United Nations Conference on the Law of the Sea. Its Present Status. Legal Implications". (La Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer) Exposé fait lors de la Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer, 23-26 octobre 1978, La Haye (Pas-Bas). Publié dans Proceedings of the 12th Annual Conference of the Law of the Sea Institute.

Divers articles de journaux

1. Hellas og Europarådet (L'affaire de la Grèce et le Conseil de l'Europe), Arbeiderbladet, 16 avril 1970.
2. Små nasjoners muligheter til å bli hørt i internasjonal politikk. Hvilken roll Kan Norge spille i denne sammenheng? (Les petites nations et la politique internationale), Arbeiderbladet, 23 et 24 septembre 1970.

M. Enrique GAVIRIA LIEVANO  
(Colombie)

/Original : espagnol/

Né le 24 janvier 1939

Nationalité : colombienne

Titres universitaires

Docteur en droit et en sciences sociales de l'Université libre de Colombie (1964);  
Spécialiste en droit aérien et spatial, Université McGill (Canada) (1965);  
Diplômé de Master (MCL) de l'Université du Michigan (Etats-Unis d'Amérique) (1970);  
Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye (1970).

Carrière universitaire

Professeur "associé" à l'Université nationale de Colombie;  
Professeur de droit international public à la Universidad Externado de Columbia  
et à l'Université nationale;  
Professeur de droit constitutionnel à la Universidad de los Andes;  
Professeur de droit aérien à l'Université nationale et à l'Ecole supérieure de  
guerre.

Carrière diplomatique

Chef du Service des traités et des frontières au Ministère des relations  
extérieures;  
Chef de la Division des organismes et conférences internationaux, au Ministère  
des relations extérieures;  
Chef de la délégation colombienne à la Commission des utilisations pacifiques  
de l'espace extra-atmosphérique;  
Chef de la délégation colombienne au Comité spécial de la Charte des Nations Unies  
et du raffermissement du rôle de l'Organisation;  
Chef de la délégation colombienne à la Sixième Commission lors des trente et  
unième, trente-deuxième et trente-troisième sessions de l'Assemblée générale des  
Nations Unies; Ministre-conseiller et chargé d'affaires à la Mission de la  
Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies;

/...

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer;

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire lors de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire lors de la trente-troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Vice-Président de la Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Troisième Commission);

Vice-Président de la Sixième Commission lors de la trente et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies;

Président de la Sixième Commission lors de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

#### Publications

El Canal de Panamá (thèse de doctorat, 1964).

Hacia un Mercado Común Aéreo Latinoamericano Edition Tercer Mundo, 1968.

Roncador, Quitasueño y Serrana (Analyse juridique), Edition Temis, 1972.

Derecho Internacional Público, Edition Externado de Colombia, 1976.

La Orbita Geostacionaria y el Espacio Ultraterrestre, Edition Externado de Colombia, 1978.

El Proteccionismo y los Tratados de Colombia (en préparation).

#### Articles

"Los Tratados Internacionales en Colombia", Revista ARED, 1971.

"Las Reuniones de Consulta y el Artículo 59 de la Carta de la OEA", revista Estudios Internacionales, Bogotá, 1972.

"Los Derechos de Colombia en el Canal de Panamá", El Tiempo, Bogotá, 1975.

"Cuba y el Sistema interamericano", El Tiempo, Bogotá, 1975.

M. Jorge E. ILLUECA

(Panama)

/Original : anglais/

Né le 17 septembre 1918 à Panama (République du Panama).

Etudes et diplômes juridiques

- 1942 Avocat et diplômé de sciences politiques (Faculté de droit de l'Université de Panama. (Système issu du droit romain).
- 1944-1945 Membre de l'Institut de droit comparé et de droit international de l'Université interaméricaine (Panama), dirigé par M. Demófilo De Buen, ancien Président de la Cour suprême d'Espagne.
- 1946-1947 Etudes spéciales de droit international et de droit des organisations internationales à la Faculté de droit de l'Université Harvard.
- 1954 Membre du Seminar on Jurisprudence, dirigé par M. Walter V. Schaefer, Président de la Cour suprême de l'Etat d'Illinois, à la Faculté de droit de l'Université de Chicago.
- 1955 Docteur en droit (Faculté de droit de l'Université de Chicago), (système du Common Law).

Carrière juridique et activités législatives

- 1942 Admis au Barreau de la Cour suprême de Justice de la République du Panama.
- 1948-1956 Législateur. Membre de l'Assemblée législative nationale de la République du Panama. Elu en 1948. Réélu en 1952.
- 1956 Membre du conseil exécutif de l'Inter-American Federation of Lawyers, Washington, D.C.
- 1956-1957 Membre du groupe de conseillers juridiques du Président de la République du Panama.
- 1963-1964  
et Président de l'Association nationale du Barreau de la République du  
1967-1968 Panama.

/...

Activités judiciaires et activités connexes

- 1934-1935 Employé au Secrétariat du Président de la Cour suprême du Panama, H. Dario Vallarino.
- 1935-1942 Employé au Greffe de divers tribunaux d'instance et de circuit compétents au civil et au pénal, en République du Panama.
- 1948 Membre du Groupe d'arbitres de la Commission interaméricaine d'arbitrage commercial.
- 1958 Chef de la délégation panaméenne à la Conférence des Nations Unies sur l'arbitrage commercial international.
- 1974-1978 Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Activités universitaires

- 1955-1957 Président de l'Académie panaméenne de droit international.
- 1956 Membre du Conseil d'administration de l'Université de Panama.
- 1962-1963 Professeur de relations internationales à l'Université de Panama.
- 1966-1968 Professeur de droit des traités et de droit international à la Faculté de diplomatie de l'Université de Panama.
- 1972-1974 A donné des cours ou des conférences dans des universités, et des instituts au Panama, au Costa-Rica, en Colombie, au Venezuela, en Argentine et au Pérou.
- 1975-1978 A donné des conférences au Miami Committee on Foreign Relations (1975); à l'Organisation interaméricaine de défense (1975 et 1978); à l'Institut supérieur des études syndicales de Panama (1975); à la deuxième Conférence internaméricaine sur les aspects juridiques de l'indépendance économique (1975); à l'Association latino-américaine de promoteurs du développement (ALACODE) (Melgar, Colombie, 1975); à la Columbia Society of International Law, Faculté de droit de l'Université de Columbia, (1976); à l'Annual Conference on United Nations Affairs, organisée par la Central Michigan University (1977); à la Conference on the Panama Canal Question, organisée à l'Université d'Alabama pour discuter avec l'ancien sénateur James B. Allen, D.-Ala., des nouveaux traités relatifs au Canal (1977); à la Sixième conférence annuelle sur l'Amérique latine et les programmes latino-américains de la Temple University et Saint Joseph College, Philadelphie (1977); au Montclair State College, Upper Montclair, New Jersey (1977); au Trinity College, Hartford, Connecticut (1977); à l'Université de Scranton (1977); au National War College, Washington, D.C. (1977); à l'American Human Association (New York, 1977); à la Graduate School et à l'University Center de l'Université de la ville de New York (1977); au Lebanon Valley College, Annville, Pennsylvanie (1978); à la Conférence sur l'Amérique centrale, du Latin American Studies Center, Université d'Etat de Californie (Los Angeles, 1978).

1977 Elu membre associé de l'Institut Hispano-Lusitano-Américain de droit international, Madrid.

Fonctions au sein du système des Nations Unies

- 1947, 1956 Membre de la délégation panaméenne aux deuxième, onzième, douzième,  
1957, 1958 treizième, quatorzième, trentième, trente et unième, trente-deuxième et  
1959 et trente-troisième sessions ordinaires, aux troisième et quatrième sessions  
1975-1978 extraordinaires d'urgence, et aux huitième, neuvième et dixième sessions  
extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 1960, 1976 Chef de la délégation panaméenne à la quatrième session extraordinaire  
1977, 1978 d'urgence, aux huitième, neuvième et dixième sessions extraordinaires  
et aux quinzième, trente et unième, trente-deuxième et trente-troisième  
sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- 1948 Membre de la Sous-Commission des Nations Unies de la liberté de  
l'information et de la presse (Commission des droits de l'homme),  
New York.
- 1951 Chef de la délégation panaméenne à la sixième Conférence générale de  
l'UNESCO, à Paris.
- 1957 Représentant permanent adjoint de la République du Panama auprès de  
l'Organisation des Nations Unies à New York.
- 1957-1958 Rapporteur du Comité créé par le groupe d'Etats latino-américains pour  
promouvoir une meilleure utilisation de l'espagnol comme langue de  
travail à l'Organisation des Nations Unies.
- 1958 Vice-Président de la deuxième réunion extraordinaire du Comité plénier  
de la CEPAL, à New York.
- 1958-1959 Représentant du Panama au Conseil de sécurité des Nations Unies, en  
et 1958-1959 et 1976-1977. Président du Conseil en novembre 1958, en  
1976-1977 novembre 1959 et en novembre 1976.
- 1960 Rapporteur de la troisième réunion extraordinaire du Comité plénier  
de la CEPAL, à New York.
- 1960 et Chef de la Mission permanente du Panama auprès de l'Organisation des  
1976-1978 Nations Unies.
- 1960-1976 Vice-Président et Président par intérim des quinzième et trentième  
sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies.  
Membre du Bureau.
- 1960 et Président du groupe des Etats d'Amérique latine de l'Organisation des  
1976 Nations Unies, en 1960 et en 1976.

/...

- 1961 Membre de la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, New York.
- 1973 Représentant du Panama au Comité du Conseil de sécurité pour les réunions (janvier) hors siège du Conseil. New York.
- 1973 Membre de la délégation panaméenne à la session du Conseil de sécurité, (Mars) tenue à Panama pour examiner les problèmes de l'Amérique latine, notamment la question du canal de Panama.
- 1973 Ambassadeur extraordinaire auprès des Gouvernements égyptien et (novembre) israélien, à l'occasion de l'incorporation du contingent panaméen à la Force d'urgence des Nations Unies dans la zone du canal de Suez.
- 1974 et Représentant du Panama aux deuxième (Caracas) et quatrième (New York) 1976 sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1976, Chef de la délégation panaméenne aux cinquième (1976) et sixième 1977 et (1977) sessions et à la reprise de la septième session de la troisième 1978 Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. New York.
- 1977 Membre de la Commission des sociétés transnationales du Conseil économique et social pour 1977-1979. Représentant du Panama à la troisième session de la Commission des sociétés transnationales (1977) et aux première, deuxième (1977), troisième, quatrième et cinquième (1978) sessions du Groupe intergouvernemental d'experts chargé de préparer l'élaboration d'un code de conduite.
- 1977 Président de la Mission d'enquête des Nations Unies, composée du (février) Panama, de l'Inde et de la Libye, conformément à la résolution 404 (1977) du Conseil de sécurité, et chargée d'enquêter sur l'attaque armée dirigée contre Cotonou, capitale du Bénin.
- 1977 Chef de la délégation panaméenne à la première session du Comité (14 au spécial du terrorisme international. Siège de l'Organisation des 25 mars) Nations Unies, New York.
- 1977 Chef de la délégation panaméenne à la session d'organisation et à la (28 au deuxième session (10 au 20 mai 1977) du Comité préparatoire de la 30 mars) session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.
- 1977 (16 Chef de la délégation panaméenne à la Conférence internationale pour le au 21 mai) soutien aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie (Maputo, Mozambique). Elu Vice-Président de la Conférence et membre du Groupe de travail qui a rédigé la Déclaration de Maputo et le Programme d'action.
- 1978 Chef de la délégation panaméenne aux première et deuxième sessions du Comité créé en application de la résolution 32/174 de l'Assemblée générale.
- 1978 Chef de la délégation panaméenne à la Conférence des Nations Unies sur la constitution de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel en institution spécialisée. New York.



- 1976-1978 Représentant du Panama aux réunions du Groupe des 77, tenues au Siège de l'Organisation des Nations Unies.
- 1979-1980 Représentant du Panama en tant que l'un des membres latino-américains du Comité spécial pour le renforcement de l'efficacité du principe du non-recours à la force dans les relations internationales.  
(Résolution 32/150 de l'Assemblée générale.)

Fonctions au sein du mouvement non aligné

- 1976 Membre de la délégation panaméenne à la cinquième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à Colombo (Sri Lanka). Membre du Groupe de travail sur le désarmement composé de l'Inde, du Mexique, du Panama et de la Yougoslavie. Représentant siégeant au Comité politique qui a rédigé la Déclaration politique de Colombo.
- 1977 Chef de la délégation panaméenne à la réunion des pays non alignés consacrée à l'examen du projet de statuts du Centre d'information sur les sociétés transnationales, Siège de l'Organisation des Nations Unies, New York.
- 1978 Chef de la délégation panaméenne à la réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés, tenue à La Havane en mai 1978.
- 1978 Membre de la délégation panaméenne à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés, tenue à Belgrade en juillet 1978. Président du Groupe de travail chargé d'examiner la partie de la Déclaration de Belgrade concernant l'Amérique latine.
- 1978 (novembre) Représentant du Panama à la session de travail des 15 membres du Bureau de la Conférence de Belgrade, tenue à New York dans le but d'examiner le point XV de ladite Conférence et de faire rapport à la réunion suivante des ministres des affaires étrangères, convoquée au Sri Lanka, sur "Les méthodes permettant de renforcer l'unité, la solidarité et la coopération entre les pays non alignés sur la base des principes du non-alignement et de l'amélioration du fonctionnement et du processus de prise de décisions dans le mouvement non aligné".
- 1976-1978 Représentant du Panama aux réunions des pays non alignés, tenues au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York.

Autres fonctions

- 1955 Président de la Mission spéciale de la République du Panama à la première réunion des ministres des affaires étrangères des Etats centro-américains, tenue à Antigua (Guatemala).
- 1964 Président du Congrès sur la souveraineté nationale, tenu à l'Université de Panama, qui était consacré aux causes du conflit survenu entre le Panama et les Etats-Unis d'Amérique à propos de la Convention de 1903 relative au canal isthmique.

- 1964           Ambassadeur extraordinaire du Panama auprès du Gouvernement des  
(juin à       Etats-Unis d'Amérique pour entamer les négociations en vue d'un  
novembre)   nouveau traité relatif au canal. Washington, D.C.
- 1971-1976    Conseiller en politique étrangère auprès du Chef de l'exécutif panaméen.
- 1971           Chef de la Mission spéciale envoyée auprès du Gouvernement cubain pour  
négocier la libération de navires immatriculés au Panama, qui avaient  
été saisis par la marine cubaine. La Havane.
- 1972           Ambassadeur en mission spéciale à Washington à l'occasion de la poursuite  
des négociations concernant le Traité relatif au canal.
- 1974           Représentant du Panama aux réunions tenues à Caracas, à Buenos Aires  
et à Lima par la Commission mixte chargée de la rédaction de la  
"Déclaration d'Ayacucho", signée le 9 décembre 1974 par les  
Présidents de la Bolivie, du Pérou et du Venezuela, le Chef du  
Gouvernement panaméen et les représentants des Présidents de l'Argentine,  
de la Colombie, du Chili et de l'Equateur.
- 1975           Membre de la délégation panaméenne à la Conférence spéciale inter-  
(14 à 28     américaine de droit international privé, convoquée par l'Organisation  
janvier)     des Etats américains. Rapporteur de la Première Commission.
- 1975           Représentant du Panama à la réunion ministérielle chargée de négocier  
le Système économique latino-américain (SELA) (août 1975), à la  
réunion ministérielle qui a adopté les statuts du SELA et à la première  
réunion du Conseil latino-américain (octobre 1975). Président du  
Groupe de travail chargé de rédiger un projet de règlement intérieur pour  
le Conseil latino-américain, organe principal du SELA (septembre à  
octobre 1975).
- 1975,         Représentant du Panama aux comités de rédaction qui ont rédigé : a)  
1976 et     les projets de résolution communs présentés par le Panama, le Pérou  
1978         et d'autres pays non alignés à la session du Conseil de sécurité des  
              Nations Unies tenues à Panama (Lima et Panama, février et mars 1973);  
              b) la Déclaration commune sur la question du canal de Panama, faite  
              par les Présidents de la Colombie, du Costa Rica et du Venezuela et le  
              Chef du Gouvernement panaméen (Panama, 24 mars 1975); c) le Communiqué  
              commun Panama-Pérou publié par le Chef du Gouvernement panaméen et le  
              Président du Pérou (Lima, 22 octobre 1975); d) la Déclaration de  
              Santa Cruz de la Sierra du Chef du Gouvernement panaméen et du Président  
              de la Bolivie (Santa Cruz, Bolivie, 26 octobre 1975); e) la "Déclaration  
              de Santa Marta" et la "Déclaration de Puerto Galeón", faites par les  
              Présidents de la Colombie, du Venezuela et le Chef du Gouvernement  
              panaméen (29 juillet 1975); f) le Communiqué commun Cuba-Panama, publié  
              par le Chef du Gouvernement panaméen et le Premier Ministre cubain  
              (La Havane, janvier 1976); g) le Communiqué commun Panama-Yougoslavie  
              publié par le Chef du Gouvernement panaméen et le Président de la  
              République fédérative socialiste de Yougoslavie (Panama, 17 mars 1976);  
              h) la Déclaration commune des ministres des affaires étrangères de  
              Colombie, du Costa Rica, du Panama et du Venezuela à propos de la

neutralité permanente du canal de Panama (Panama, 14 juillet 1978);  
et i) la Déclaration commune du Secrétaire général de l'Organisation  
intergouvernementale consultative de la navigation maritime et du  
Chef du Bureau panaméen du trafic maritime (Panama, 18 novembre 1978).

- 1975      Ambassadeur chargé de missions spéciales en Argentine, à la Barbade, en  
Bolivie, au Chili, en Colombie, à Cuba, en Egypte, à Grenade, en  
Guyane, en Israël, au Paraguay, au Pérou, en République dominicaine, à la  
Trinité-et-Tobago et au Venezuela.
- 1976  
(22 au  
26 mars)      Représentant du Ministère des affaires étrangères à la réunion  
d'orientation et de coordination des chefs des missions diplomatiques  
et des postes consulaires accrédités par Panama en Europe, en Afrique  
du Nord et au Proche-Orient. Bonn (République fédérale d'Allemagne).
- 1977      Membre de la délégation panaméenne à la réunion du Ministre des affaires  
étrangères du Panama et du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique  
concernant les négociations touchant un nouveau traité relatif au  
canal de Panama. Washington, D.C.

Auteur d'un certain nombre d'ouvrages et d'articles consacrés à des questions  
juridiques, politiques et historiques.

M. Eduardo JIMENEZ DE ARECHAGA

(Uruguay)

/Original : anglais/

Né à Montevideo le 8 juin 1918.

Docteur en droit (Université de l'Uruguay) (1942).

Professeur de droit international à la faculté de droit de Montevideo (1946-1969).

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (1961-1969) et Président de la Commission à sa quinzième session (1963).

Représentant de l'Uruguay durant les deux sessions de la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités et Rapporteur du Comité plénier (Vienne, 1968-1969).

Membre du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye. Membre de l'Institut de droit international.

Titulaire de la médaille Manley O. Hudson, de l'American Society of international Law (1978).

Conseil pour l'Espagne lorsque l'affaire de la Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited a été portée devant la Cour internationale de Justice (1966-1969).

Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (1950-1952). Secrétaire du Conseil national du gouvernement (1952-1955). Ministre de l'intérieur (1968).

Membre de la Cour internationale de Justice depuis le 6 février 1970; Président de la Cour du 12 février 1976 au 5 février 1979.

#### PRINCIPALES PUBLICATIONS

Reconocimiento de Gobiernos, Montevideo, (1946).

Introducción al Derecho, Montevideo, (1948).

Voting and Handling of Disputes in the Security Council, New York, (1951).

"Le traitement des différends internationaux par le Conseil de Sécurité", Recueil des cours, Académie de droit international de La Haye, (1954).

La estipulación en favor de terceros Estados en el Derecho Internacional, Montevideo, (1955).

"Treaty stipulations in favor of third States", American Journal of International Law, (April 1956).

/...

"La legítima defensa individual en la Carta de las Naciones Unidas", Estudio en homenaje a Barcía Trelles, Saint-Jacques de Compostelle, (1958).

Derecho Constitucional de las Naciones Unidas, Madrid, (1958).

Curso de Derecho Internacional Público, Vol. I, Teoría General et Vol. II, Los Estados y su dominio, Montevideo, (1959 et 1961).

"International Rules Governing Use of Waters from International Watercourses", Interamerican Law Review, 1960, Vol.2, No.2.

"L'Arbitrage entre des Etats et des sociétés privées étrangères", Etudes en l'honneur de Gilbert Gidel, Paris, (1961).

"Fundamento del deber de compensar las nacionalizaciones de propiedades extranjeras", Anuario Uruguayo de Derecho Internacional, (1962).

"Los acontecimientos de octubre de 1962 y el Derecho Internacional", Anuario Uruguayo de Derecho Internacional, (1963).

"La Coordination des systèmes de l'ONU et de l'Organisation des Etats Américains pour le règlement pacifique des différends et la sécurité collective", Recueil des cours, Académie de droit international de La Haye, (1964).

"Una alarmante tentativa de ampliación del amparo diplomático : la protección judicial del accionista", Anuario Uruguayo de Derecho Internacional, (1965).

Chapitre consacré à l'"International Responsibility" dans le Manual of Public International Law, ed. M. Srensen, Londres, (1968).

"Judges ad hoc in Advisory Proceedings", Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, (1971).

"International Responsibility of States for Acts of the Judiciary", Essais en l'honneur de Philip C. Jessup, (1972).

"The Amendments to the Rules of Procedure of the International Court of Justice", American Journal of International Law, (1973).

"The Participation of International Organizations in Advisory Proceedings before the International Court of Justice", il processo internazionale, Studi in onore di Gaetano Morelli, (1975).

"International Law in the past third of a Century", Cours général en droit international public, Recueil des cours, Académie de droit international de La Haye, (1978).

M. José Manuel LACLETA MUNOZ

(Espagne)

/Original : anglais et espagnol/

Né le 7 décembre 1926 à Saragosse (Espagne).

Situation familiale

Marié, six enfants.

Diplômes

Diplômé de la Faculté de droit de la Universidad Complutense de Madrid, (1945 à 1950);

Diplomate de carrière (Ecole diplomatique de Madrid, 1956);

Professeur de droit international public à la Faculté de droit de la Universidad Complutense de Madrid (1957 à 1962);

Professeur de droit international privé à la Faculté de sciences politiques, économiques et commerciales de l'Université de Madrid (1960 à 1962);

Professeur de droit diplomatique à l'Ecole diplomatique depuis 1973.

Carrière

a) Postes et fonctions

Secrétaire de l'école de fonctionnaires internationaux (1958 à 1962);

Premier Secrétaire à l'ambassade d'Espagne à Bogota (6 juin 1963);

Conseiller d'ambassade à l'ambassade d'Espagne à La Haye (16 avril 1970);

Conseiller d'ambassade à l'ambassade d'Espagne à Oslo (16 avril 1970);

Conseiller juridique au Service des questions juridiques du Ministère des affaires étrangères à Madrid (1957 à 1962 et depuis 1973);

Chef par intérim du Service des questions juridiques du Ministère des affaires étrangères (1974);

Professeur à l'Ecole diplomatique (entre 1973 et 1978);

Chef du Service des questions juridiques internationales du Ministère des affaires étrangères (1974);

Membre du Conseil d'administration de l'Ecole diplomatique (1975);

Ministre plénipotentiaire (1977).

/...

b) Conférences internationales

Secrétaire de la Commission nationale de coopération avec la Commission du droit international privé de la Conférence de La Haye (31 août 1956);

Conseiller de la délégation espagnole à l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 2 janvier 1957);

Conseiller de la délégation espagnole à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 12 février 1958);

Conseiller de la délégation espagnole à la réunion préparatoire préliminaire de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer de 1960 (Londres, 14 novembre 1959);

Conseiller de la délégation espagnole à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Genève, 14 mars 1960);

Membres de la délégation espagnole aux sessions extraordinaires de la Conférence de La Haye de droit international privé (La Haye, 23 mars et 7 octobre 1966);

Secrétaire de la délégation espagnole à la deuxième session de la Conférence de La Haye de droit international privé (La Haye, 31 juin 1968);

Membre de la délégation espagnole à la Conférence des ministres européens de la justice (La Haye, 22 mai 1970);

Représentant de l'Espagne à la Conférence internationale de plénipotentiaires de l'OACI (Rome, 26 juillet 1973);

Représentant de l'Espagne à l'Assemblée générale extraordinaire de l'OACI (Rome, 26 juillet 1973);

Représentant de l'Espagne à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (Genève, 31 janvier 1974);

Chef adjoint de la délégation espagnole à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (Caracas, 1974; New York, 1976; New York, 1977; Genève, 1978; New York, 1978);

Membre de la Commission interministérielle sur la coopération juridique internationale (depuis 1975);

Membre de la délégation espagnole aux négociations hispano-américaines sur les droits de pêche (Madrid, 3 novembre 1976);

Membre de la délégation espagnole aux négociations entre l'Espagne et le Marché commun sur les droits de pêche (Bruxelles, 1er décembre 1976);

/...

Président du Tribunal de conciliation et d'arbitrage du Conseil oléicole international (1974);

Conseiller juridique auprès de l'Organisation mondiale du tourisme (1976-1977);

Membre de l'Association du droit international.

c) Auprès de la Cour internationale de Justice

Secrétaire de la délégation espagnole dans l'affaire de la Barcelona Traction (1965-1970);

Représentant du Gouvernement espagnol dans l'affaire du Sahara occidental (1975).

#### Publications

Tratados de Arbitraje suscritos por España (Traité d'arbitrage signés par l'Espagne), Madrid, 1956;

Curso de Derecho Diplomático (Cours de droit diplomatique), Ecole diplomatique, Madrid, 1973;

Aguas Interiores y Bahías, volume I de La Actual Revisión del Derecho del Mar;

Una perspectiva española, p. 201 à 232 (Etude sur les voies d'eau intérieures et les baies);

Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar (Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer), en collaboration avec Pastor Ridruejo et Yturriaga Barberán, Cuadernos de Documentación de la Oficina de Información Diplomática, Ministère des affaires étrangères, Madrid, 1978.

A publié divers articles dans la Revue espagnole de droit international.



M. Francisco ORREGO VICUÑA

(Chili)

/Original : espagnol/

Nationalité : chilienne.

Date et lieu de naissance : 12 avril 1942, Santiago.

Langues : anglais et français. Lit le portugais et l'italien

Etudes secondaires : Institut Ramiro de Maeztu (Madrid); Lycée français (Le Caire); Collège des pères français (Santiago).

Etudes supérieures : Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université du Chili; licence en droit et diplôme professionnel d'avocat (1965).

#### Carrière universitaire

Professeur de droit international à la Faculté des sciences juridiques et sociales de l'Université du Chili, 1970. A assuré les cours de droit international et des cours spécialisés de droit international économique et de droit de la mer. Avait précédemment rempli les fonctions de professeur assistant d'histoire constitutionnelle et d'histoire du droit; a été professeur assistant de droit international et de droit public économique à l'Institut de droit public, chef de travaux au Département du Service extérieur de l'Institut des sciences politiques et administratives de l'Université du Chili et professeur chef de travaux à l'Institut de droit international.

Directeur de l'Institut d'études internationales de l'Université du Chili, 1974.

Professeur invité de l'Académie de droit international de La Haye : Programme extérieur pour l'Amérique latine (Bogota, 1968) et Colloque sur les aspects juridiques de l'intégration économique (La Haye, 1971).

Professeur invité de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) : cours régional pour l'Amérique latine sur le droit de la mer (Caracas, 1973).

Professeur invité de l'Institut pour l'intégration de l'Amérique latine (INTAL) de la Banque interaméricaine de développement : cours et séminaire sur le droit de l'intégration et le droit commercial international (Buenos Aires, 1967 et 1970; São Paulo, 1973; Guatemala, 1973).

Professeur invité de l'Institut interaméricain d'études juridiques internationales : cours et séminaires sur le droit de l'intégration économique et le régime juridique des investissements étrangers (Buenos Aires, 1965; Montevideo, 1965; Rio de Janeiro, 1965; San Salvador, 1966; Bogota, 1967; Caracas, 1970; Buenos Aires, 1970).

/...

Professeur invité de l'Organisation des Etats américains et du Comité juridique interaméricain. Rio de Janeiro, 1975.

Membre et Rapporteur du Groupe d'étude interaméricain sur les problèmes de droit international, organisé par la Dotation Carnegie pour la paix internationale : droit international économique et droit de la mer (Port-of-Spain (Trinité), 1971; Bariloche (Argentine), 1971; île Margarita (Venezuela), 1972; Rome, 1973).

A participé à des conférences, à des séminaires et à des réunions organisés sous les auspices des institutions suivantes : Association latino-américaine de libre-échange (ALALC), Secrétariat permanent du Traité d'intégration de l'Amérique centrale (SIECA), Organisation des Etats d'Amérique centrale (ODECA), Organisation des Etats américains (OEA), Institut centraméricain de droit comparé, American Society of International Law, California Institute of International Studies, Catholic Inter-American Cooperation Program, International Legal Center, Organisation régionale interaméricaine de travailleurs, Université de Tulane, Southern Methodist University, Université de Rhode Island, Université de Virginie, Université de Géorgie, Université de Nice, Université des Indes occidentales, Université de São Paulo, Université centrale du Venezuela, etc.

Membre de l'Institut hispano-lusitano-américain de droit international, 1974.

Membre correspondant de l'Association argentine de droit international, 1975.

#### Activité professionnelle

Conseiller du Ministre du travail, 1963.

Sous-Directeur du Bureau de liaison entre la Présidence de la République et le Congrès, 1963.

Conseiller juridique principal du Département des affaires juridiques de l'Organisation des Etats américains, 1965-1969, 1972-1974.

A été chargé en cette capacité des programmes de recherche et de formation concernant l'intégration de l'Amérique latine, les investissements étrangers, les entreprises multinationales et le droit de la mer. Un certain nombre de programmes ont été exécutés en collaboration avec l'ALALC, le Groupe andin et le Marché commun de l'Amérique centrale.

A été nommé en 1969 conseiller juridique des ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale qui jouaient le rôle de médiateurs dans le conflit entre El Salvador et le Honduras. A ensuite rempli les fonctions de conseiller juridique de la Commission de la treizième réunion de consultation des ministres des relations extérieures de l'OEA.

A été nommé en 1972 conseiller juridique de l'observateur militaire désigné par l'OEA pour le territoire de Belize.

A fourni une assistance technique au Gouvernement d'El Salvador dans le cadre des travaux préparatoires de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Consultant de la Banque interaméricaine de développement pour les projets de formation dans le domaine juridique, 1970.

Consultant du Conseil interaméricain pour le commerce et la production, en matière de sociétés multinationales, 1970-1971.

Membre de la délégation chilienne à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1974.

Membre de la délégation chilienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1975.

Chef de la délégation chilienne à la Conférence interaméricaine sur le droit international privé. Panama, 1975.

#### Prix littéraires

Lauréat du concours national organisé par la marine chilienne sur le thème : la mer dans la littérature chilienne, 1959.

Lauréat du concours national organisé par l'UNESCO à l'occasion du centenaire de Rabindranath Tagore, 1961.

#### Publications

##### a) Ouvrages

La Integración Política. Editorial Jurídica de Chile. 1966.

Derecho de la Integración Latinoamericana (en collaboration). Editorial Depalma. Buenos Aires, 1969. Edité par l'Institut interaméricain d'études juridiques internationales.

América Latina y la cláusula de la nación más favorecida (en collaboration). Santiago, 1972. Publié sous les auspices de la Dotation Carnegie pour la paix internationale.

Comercio de Estado e integración económica. Santiago, 1972. Ediciones del Instituto Cultural de Providencia.

Chile y el Derecho del Mar. Editorial Andrés Bello, 1972. Publié sous les auspices de la Dotation Carnegie pour la paix internationale et de l'Université du Chili.

Tendencias del derecho del mar contemporáneo (en collaboration). Editorial El Ateneo. Buenos Aires, 1974. Publié par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR).

La Participación de Chile en el Sistema Internacional. Editora Nacional Gabriela Mistral. Santiago, 1974.

Ensayos sobre Derecho Internacional Económico (en collaboration). Deux volumes.  
Fondo de Cultura Económica. Mexico, 1975.

Los Fondos Marinos y Océánicos. Jurisdicción nacional y régimen internacional.  
Deux volumes. Editorial Andrés Bello. Santiago, 1975.

b) Contributions à divers ouvrages

Las reformas constitucionales ante el principio de la supranacionalidad. Publié dans : Publicación especial sobre las reformas constitucionales de 1965. Seminario de Derecho Público de la Universidad de Chile. Santiago, 1965.

The Dynamics of the Subregional Agreements within the LAFTA movement. Publié dans : The Movement toward Latin American Unity. Praeger Special Studies on International Economics and Development. Ronald Hilton éditeur. New York, Washington, Londres, 1969.

Sociedades multinacionales. Publié dans : Empresas Multinacionales. Consejo Interamericano de Comercio y Producción. Montevideo, 1970.

Dimensiones jurídicas e institucionales del Grupo Andino. Publié dans : Estudios en homenaje a Pedro Lira Urquieta. Editorial Jurídica de Chile. Tomás P. Mac-Hale et Jaime del Valle éditeurs, 1970.

Contemporary International Law in the Economic Integration of Latin America. Publié dans The Hague Academy of International Law : Colloquium 1971. Sijthoff, Leiden, 1973. Edition espagnole : Instituto para la Integración de América Latina. Buenos Aires, 1972.

La Política internacional del Gobierno de Balmaceda. Publié dans : Visión y Verdad sobre Balmaceda. Ediciones del Instituto Cultural de Providencia. Santiago, 1972.

El sistema de la política internacional de Chile. Auge o decadencia? Publié dans : Visión Crítica de Chile. Tomás P. Mac-Hale éditeur. Santiago, Ediciones Portada, 1972. Edition anglaise : Chile : A critical survey. Santiago, 1972.

La participación internacional del sector privado. Publié dans : Participación para una nueva Sociedad. José Garrido Rojas éditeur. Ediciones Portada. Santiago, 1973.

La relación entre Derecho y Desarrollo en Chile : Estado de las Instituciones Jurídicas frente al Desarrollo. Publié dans : Conference sobre la enseñanza del derecho y el desarrollo. Editorial Andrés Bello. 1973.

Chilean Policies on the Law of the Sea. Publié dans : The Changing Law of the Sea. Ralph Zacklin éditeur. Sijthoff, Leiden, 1974. Edition espagnole : Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1975.

Individual Rights and the State in Foreign Affairs : the case of Chile. Publié dans : Individual Rights and the State in Foreign Affairs. E. Lauterpacht éditeur. Praeger, 1975. Edition espagnole : Anales de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, 1973.

The Integration of Latin America. Publié dans : Law and Institutions in the Atlantic Area (Eric Stein et Peter Hay). Deuxième édition : Bobbs-Merrill Co. 1975.

The International regulation of valuation standards and processes : a reexamination of third world perspectives. Publié dans : The Valuation of nationalized property in International Law. Volume III. Richard B. Lillich éditeur. University of Virginia Press. 1975.

c) Essais et articles parus dans des publications chiliennes

Rabindranath Tagore. Vida, obra y transcendencia. Premier prix du concours national organisé par l'UNESCO à l'occasion du centenaire de Tagore. Santiago, 1961.

Los regionalismos. Etude présentée aux deux jornadas chilenas de Derecho Público organisées à Valparaiso en 1962. Revista de Derecho Público de la Universidad de Chile. Santiago, 1962.

La democracia representativa en el Sistema Interamericano. Communication à la troisième Conférence latino-américaine des facultés de droit et de sciences politiques et sociales, tenue à Santiago en 1963. Santiago, 1963.

Deuxième édition : Publicaciones de la Conferencia. Santiago, 1963. Troisième édition : Publicaciones de la Delegación del Perú. Cuzco, 1965.

Bibliografía chilena del Derecho Internacional Público e Historia Diplomática. Instituto de Ciencias Políticas y Administrativas de la Universidad de Chile. Santiago, 1963.

Misión de la Universidad, conférence donnée au grand amphithéâtre de la Faculté de droit de l'Université du Chili sur invitation du Centro de Derecho; et Los movimientos estudiantiles ante el proceso de cambio, conférence donnée à la salle d'honneur de l'Université du Chili sur invitation de la Federación de Estudiantes. Les deux conférences ont été publiées sous le titre de Conferencias Universitarias. Santiago, 1964.

Consideraciones acerca de la supranacionalidad. Revista de Derecho Público de la Universidad de Chile. Santiago, 1965.

Conceptos jurídico-políticos para una integración. Numéro spécial de la Revista Mensaje sobre integración latinoamericana. Santiago, 1965.

La Labor internacional de don Andrés Bello. Revista de Derecho Público, Universidad de Chile, 1965. Deuxième édition : Revista Mapocho de la Biblioteca Nacional. Numéro especial sobre Andrés Bello. Santiago, 1965. Troisième édition : Revista Lecturas Jurídicas. Mexico, 1966.

Balance crítico de los aspectos jurídicos e institucionales de la ALALC. Anales de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, 1967.

Perspectivas de la integración latinoamericana. Revista Mensaje. Número 165. Diciembre 1967.

El sistema interamericano. Evolución hacia un nuevo equilibrio. Revista Quadernos del Sur. Diciembre 1967.

Factores políticos de la integración latinoamericana. Número commémoratif du Diaro El Sur de Concepción. 1967.

Dilemas en el Grupo Andino. Revista Estudios Internacionales del Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile. Noviembre 1969.

La relación entre Derecho y Desarrollo. El caso de Chile. Etude établie pour la Banque interaméricaine de développement. Anales de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Sociales de la Universidad de Chile, 1971.

Los principios de Derecho Internacional en la doctrina de Alejandro Alvarez, del profesor René Jean Dupuy. Traduction et édition espagnoles, Revista de Derecho Publico, 1971.

Proyecciones de la reforma en la Universidad de Chile. Número spécial de la Revista Portada : La Universidad Hoy. Juillet 1971.

Estatización del Comercio Exterior : el precio que debe pagar Chile. Revista Portada. Janvier 1972.

Chile en el Pacífico : la historia reencuentra el porvenir. Revista Portada. Décembre 1973. Deuxième édition : Ministerio de Relaciones Exteriores, 1974. Troisième édition : Publicación especial sobre el crucero de instrucción del buque Escuela Esmeralda en el Océano Pacífico, 1974.

d) Essais et articles parus dans des publications étrangères

La Asociación Latinoamericana de Libre Comercio. Aspectos económicos. Institut interaméricain d'études juridiques internationales. Washington, 1966.

La Asociación Latinoamericana de Libre Comercio. Aspectos jurídicos e Institucionales. Institut interaméricain. Washington, 1966.

Propuestas para la integración general de América Latina. Institut interaméricain, Washington, 1966.

Developments in the Latin American Free Trade Association. Proceedings of the American Society of International Law, Washington, 1967. Edition espagnole : Revista Lecturas Jurídicas. No 32. Mexico, 1967.

Fortalecimiento de la participación del sector privado en el marco institucional de la integración. Etude établie pour la Junta Empresarial de Asesoramiento de la OEA. Washington, 1967.

La armonización de las legislaciones nacionales en el marco de los procesos de integración económica. Etude établie pour la Junta Empresarial de Asesoramiento de la OEA. Washington, 1968.

Latin-American integration within the international system. Communication à la Conférence sur la civilisation ibéro-américaine. Southern Methodist University, Dallas, 1967.

La integración de América Latina en el contexto internacional. Communication à la séance inaugurale du Seminario sobre política laboral e integración organisé par l'Organización regional Interamericana de Trabajadores. Quito, février 1969. Publicaciones del Seminario.

Consideraciones acerca de las instituciones y el ordenamiento jurídico subregional. Etude présentée au Seminario sobre aspectos prácticos del Grupo Andino organisé par l'Université du Chili. Arica, 1969. Egalement présentée à la Mesa Redonda sobre la problemática jurídica e institucional del Acuerdo Subregional organisée par l'Université centrale du Venezuela et l'Institut interaméricain. Caracas, 1970. Revista de Derecho Público, Université du Chili, No 10. 1969. Deuxième édition : Institut interaméricain, Washington, 1970.

La incorporación del ordenamiento jurídico subregional al derecho interno. Análisis de la práctica chilena. Revista Derecho de la Integración, No 7. 1970. Institut pour l'intégration de l'Amérique latine. Buenos Aires.

La incorporación del ordenamiento jurídico subregional al derecho interno. Análisis de la práctica y jurisprudencia de Colombia. Revista Derecho de la Integración No 11. 1972. INTAL. Buenos Aires. Deuxième édition : INTAL, Dimensiones jurídicas de la integración latinoamericana. Buenos Aires, 1973.

El control de las empresas multinacionales. Foro internacional. El Colegio de Mexico. No 53. Juillet-septembre 1973.

Economic development and human rights. The Case of Chile. Proceedings of the American Society of International Law. Septembre 1973.

Some international law problems posed by the nationalization of the copper industry by Chile. American Journal of International Law, vol. 67. No 5. Octobre 1973. Edition espagnole : Revista Estudios Internacionales del Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, 1974.

- El marco jurídico de las empresas multinacionales. (Le cadre juridique des sociétés transnationales). Etude élaborée par la Conférence spécialisée inter-américaine sur le droit international. Publié par le Département des affaires juridiques de l'OEA, 1973.
- Estudios sobre la naturaleza y estructura jurídica de las empresas multinacionales. (Etudes sur la nature et la structure juridique des sociétés transnationales). Publié par le Département des affaires juridiques de l'OEA, 1974.
- La création d'une Cours de Justice dans le Groupe Andin. Cahiers de Droit européen. Bruxelles No 1-2. 1974.

Edition espagnole : Revista de Derecho de la Integración. INTAL. No 15  
Mai 1974, Buenos Aires.

- From the energy crisis to the concept of economic heritage of mankind : guidelines for the reorganization of the international economic system. (De la crise de l'énergie à la notion de patrimoine économique de l'humanité : principes directeurs pour une réorganisation du système économique international). Etude présentée à la Table ronde de la Faculté de droit de l'Université de Virginie sur les sociétés transnationales. Mars 1974. Maryland International Law Journal, 1975.

Edition espagnole : Revista Estudios internacionales, No 32. 1975

- Latin American Policies on the Law of the Sea : the projects of a world compromise Agreement. (La politique latinoaméricaine en matière de droit de la mer : Perspectives d'un accord transactionnel mondial). Etude présentée à la Conférence sur l'ordre et les conflits dans les relations touchant le domaine maritime, Johns Hopkins University, Airlie House, Virginie, Octobre 1974. Publié par Johns Hopkins University Press, 1975.

Edition espagnole : Revista de estudios del Pacífico, 1975.

- La adaptación de lo pactado a los cambios contextuales que inciden en un proceso de integración. (Adaptation des conventions aux modifications de contexte qui influent sur un processus d'intégration). Revista derecho de la integración. Buenos Aires, INTAL, No 20. 1975.
- The problems faced by the less developed countries dealing with multinational Corporations. (Problèmes rencontrés par les pays peu développés dans leurs rapports avec les sociétés multinationales). Dans : The future of the United States multinational corporations (L'avenir des sociétés transnationales américaines). University Press of Virginia, 1975.
- Empresas binacionales y multinacionales en América Latina. (Sociétés binationales et transnationales en Amérique latine). Organisation des Etats américains. Troisième cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain, Washington, 1977.

/...



- Los presupuestos jurídicos de un proceso de integración económica efectivo.  
(Les préalables juridiques à un processus d'intégration économique effectif).  
Revista Derecho de la Integración. Buenos Aires, INTAL, No 24. 1977.
- Les négociations entre le Chili et la Bolivie à l'égard d'un accès souverain à la mer. Annuaire français de Droit International, 1977.
- The regime for the exploitation of the seabed mineral resources : a Latin American view. (Le régime d'exploitation des ressources minérales du fond des mers : un point de vue latinoaméricain). Lawyer of the Americas, 1978.

M. Abdillahi Said OSMAN

(Somalie)

/Original : anglais/

Actuellement : représentant permanent de la Somalie auprès de l'Office des Nations Unies et des institutions spécialisées des Nations Unies à Genève.

Né le 7 juillet 1939, M. Osman (marié et père de deux enfants) a achevé ses études secondaires en Somalie et au Royaume-Uni puis a obtenu le diplôme de bachelier en droit avec mention à l'Université de Hall en 1962, remportant le prix de droit de l'Université. Il a ensuite été admis au Middle Temple en 1963 puis s'est inscrit au Barreau somali en 1964. En 1965 il a reçu la Bourse des Nations Unies pour les droits de l'homme. En 1966-1967 il a participé à Londres et à Cambridge à un cours post-universitaire de droit international et de rédaction de textes législatifs.

M. Osman est entré dans la fonction publique somalie en 1964. Il a occupé successivement les postes de Secrétaire et de Conseiller juridique au Cabinet du Premier Ministre (1964-1965), de Directeur de la Commission consultative pour la législation (1965-1968), de Directeur général au Ministère de la justice (1968-1971), de Conseiller juridique à la présidence du Conseil révolutionnaire suprême de la Somalie (janvier 1971) et de Conseiller principal de l'Etat (juillet 1971-juin 1976).

En outre, M. Osman a dirigé un grand nombre de commissions techniques s'occupant de la réforme législative et des systèmes juridiques. Il a supervisé et dirigé divers travaux d'ordre législatif et juridique et est intervenu devant les tribunaux somalis et la Cour internationale d'arbitrage.

Il a été nommé juge à la Cour d'arbitrage de la Communauté économique européenne et des Etats africains et malgaches en 1971.

M. Osman a exercé d'autres fonctions gouvernementales et pris part à de nombreuses conférences internationales. Il a notamment été conseiller juridique de la délégation présidentielle à la Conférence au sommet des pays non alignés qui s'est tenue au Caire en 1965, délégué-observateur à la session de Dar es-Salam (1967) du Comité de la décolonisation; il a également participé au Séminaire Dag Hammarskjöld sur "le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité en Afrique", Uppsala (Suède), 1968; il était en outre représentant de la Somalie au Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail à Genève (1970); chef de la délégation somalie à la Conférence internationale du Travail (1970); rapporteur à la Conférence des ministres africains du travail qui s'est tenue à Lusaka (1971); membre-conseiller de la délégation présidentielle aux conférences des ministres des affaires étrangères et aux conférences au sommet de l'OUA tenues en 1971, 1972, 1973, 1974, 1975 et 1976; membre de la Conférence au sommet des pays non alignés qui s'est tenue en Algérie en 1973; membre-conseiller de la délégation présidentielle à la Conférence au

/...

sommet des Etats d'Afrique du Centre et de l'Est qui s'est tenue à Mogadiscio en 1972 et à Brazzaville (Congo) en 1974; membre de la délégation somalie à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de ses vingt-neuvième et trentième sessions; conseiller du Président à la réunion extraordinaire au sommet organisée par l'OUA sur l'Angola qui a eu lieu à Addis-Abeba en décembre 1975 et membre de la délégation somalie au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies lors de sa 1889ème séance (février 1976).

Il a en outre accompagné en qualité de conseiller le Président de la Somalie lors des visites officielles que ce dernier a effectuées dans 30 pays.

Après avoir été accrédité en qualité de représentant permanent de son pays, M. Osman a été élu Président de la Conférence de plénipotentiaires sur l'asile territorial qui s'est tenue à Genève du 10 janvier au 4 février 1977. Il était également chef de la délégation somalie à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement concernant le Programme intégré pour les produits de base qui s'est tenue à Genève du 16 mai au 1er juillet 1977, chef de la délégation somalie au Conseil économique et social lors de sa soixante-troisième session qui s'est tenue à Genève (juillet-5 août 1977), chef adjoint de la délégation somalie à la session de l'Assemblée mondiale de la santé qui s'est tenue à Genève du 3 mai au 21 mai 1977, chef adjoint de la délégation somalie à la Conférence internationale du Travail lors de sa soixante-troisième session qui s'est tenue aux mois de mai et juin 1977, chef de la délégation somalie à la Conférence de plénipotentiaires sur la succession d'Etats en matière de traités qui s'est tenue à Vienne du 4 au 6 mai 1977, chef de la délégation somalie à la réunion de la Commission du travail de l'OUA qui s'est tenue à Tripoli (Jamahiriya arabe libyenne) du 25 au 30 avril 1977, chef de la délégation somalie à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit humanitaire applicable dans les conflits armés qui s'est tenue à Genève du mois de février au mois d'avril 1977. Il était en outre chef adjoint de la délégation somalie à la Conférence internationale du Travail qui s'est tenue à Genève du 1er au 23 juin 1977, chef de la délégation somalie au Conseil du commerce et du développement lors de sa dix-septième session qui s'est tenue du 23 août au 12 septembre 1977, représentant de la Somalie à la première partie de la neuvième session extraordinaire qui s'est tenue du 5 au 9 septembre 1977, chef de la délégation somalie à la session du Comité spécial pour l'élaboration d'une convention internationale contre la prise d'otages qui s'est tenue à Genève en février 1978, membre de la délégation somalie à la réunion du Conseil des ministres de l'OUA qui s'est tenue à Tripoli en février 1978, membre de la délégation somalie à la réunion de la Commission du travail de l'OUA qui s'est tenue à Tunis en avril 1978, chef de la délégation somalie au Conseil économique et social lors de sa soixante-troisième session qui s'est tenue à Genève du 4 juillet au 5 août 1978, membre de la délégation somalie aux trente et unième et trente-deuxième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies qui ont eu lieu à New York en 1976 et 1977, chef de la délégation somalie à la deuxième partie de la neuvième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement qui s'est tenue à Genève en janvier 1978, chef de la délégation somalie à la soixante-cinquième session du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail qui a eu lieu à Genève en février 1978, chef adjoint de la délégation somalie à la troisième partie de la neuvième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement qui s'est tenue au

/...

niveau ministériel en mars 1978 à Genève, chef adjoint de la délégation somalie à la trente et unième Assemblée mondiale de la santé qui a eu lieu à Genève du 8 au 26 mai 1978, chef de la délégation somalie à la Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale qui s'est tenue à Genève du 14 au 25 août 1978, membre de la délégation somalie à la Conférence des ministres des affaires étrangères des pays non alignés qui a eu lieu à Belgrade le 26 juillet 1978; membre de la délégation somalie à la Conférence de plénipotentiaires sur la succession d'Etats en matière de traités qui s'est tenue à Vienne en août 1978; membre de la délégation somalie à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine qui a eu lieu à Khartoum en juillet 1978, et membre de la délégation somalie à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa trente-troisième session.

M. Osman a également publié un article sur "Le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le maintien de la paix et la sécurité en Afrique" et "L'uniformisation des lois dans la République démocratique somalie".

M. Edilbert RAZAFINDRALAMBO  
(Madagascar)

/Original : français/

Etat civil

Né le 3 octobre 1921, à Antananarivo, Madagascar.

Titres universitaires

Baccalauréat ès lettres classiques-philosophie (Tananarive, 1940);

Certificat d'études supérieures de grec (Sorbonne, Paris, 1948);

Certificat d'études supérieures de latin (Sorbonne, 1948);

Certificat d'études supérieures de géographie (Sorbonne, 1948);

Licence ès lettres (Sorbonne, 1949);

Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Paris, 1948);

Certificat délivré par l'Université de Cambridge (Royaume-Uni, 1952); (Special course on english legal method);

Doctorat en droit d'Etat (Paris, 1955).

Activités professionnelles

Avocat à la Cour de Paris de 1948 à 1960;

Secrétaire d'avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation français de 1951 à 1960;

Substitut du Procureur général près la Cour d'appel de Madagascar en 1961;

Avocat général puis Président de la Chambre de cassation à la Cour suprême de Madagascar d'octobre 1962 à septembre 1967;

Premier Président de la Cour suprême depuis octobre 1967;

Professeur de droit à l'Université de Madagascar et à l'Institut d'études judiciaires malgaches de 1961 à 1974;

Membre des commissions de codification des lois malagasy;

Membre du Conseil suprême de la magistrature;

Président de la Société malgache d'études juridiques;

Président de la Haute Cour de justice.

Activités internationales

Membre de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail depuis 1964;

Rapporteur général de cette commission depuis 1969;

/...

Membre des groupes d'études sur :

- a) L'inspection du travail (Conventions Nos 81 et 85, 1947) en 1966;
- b) Le travail forcé (Conventions No 29, 1930, et No 105, 1957) en 1968;
- c) La discrimination en matière d'emploi et de profession (Convention No 111, 1958) en 1971;
- d) La politique de l'emploi (Convention No 122, 1964) en 1972;
- e) La liberté syndicale et protection du droit d'organisation et de négociation collective (Conventions No 87, 1948, et No 98, 1949) en 1973;
- f) La consultation et la collaboration entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs aux échelons industriel et national (Recommandation No 113, 1960) en 1976;
- g) Les droits économiques, sociaux et culturels (Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, 1966) en 1978;

Chef de la délégation malgache à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités, Vienne (Autriche), 1968-1969;

Arbitre de l'Organisation de l'aviation civile internationale;

Membre de la délégation malagasy aux trente-deuxième et trente-troisième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (1977 et 1978);

Représentant de Madagascar à la Sixième Commission de l'Assemblée générale (1977 et 1978);

Arbitre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque internationale pour la reconstruction et le développement-Banque mondiale);

Membre, avec le Président Mendès-France, du Tribunal arbitral international présidé par le Professeur Roberto Ago (Affaire Etat malagasy c/ Grands Moulins de Dakar (GMD)), Genève, 1970-1972;

Membre, avec le Recteur P. Foriers de l'Université libre de Bruxelles, du Tribunal arbitral international présidé par le Doyen René Roblot (Affaire Etat malagasy c/ SOBERI), Paris, 1974-1975;

Président de Commission au Congrès des juristes francophones organisé sous l'égide de la Commission internationale des juristes à Dakar (Sénégal), en janvier 1967;

Président national du Centre de la paix mondiale par le droit;

Membre du Conseil d'experts dudit Centre;

Membre d'Emergency World Council (La Haye, Pays-Bas, 1977);

Membre de la Commission Board for International Due Process of Law (Chicago, USA);

/...

Membre de l'Association mondiale des juges (Genève);

Membre du Tribunal international (débat démonstratif sur l'exploitation des fonds marins), organisé par le Centre de la paix mondiale par le droit à la Conférence internationale sur la paix de Manille, du 21 au 26 août 1977;

Correspondant national pour l'étude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines (science juridique) de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), mai-juillet 1972;

Chef du Groupe des experts malgaches aux négociations franco-malgaches, Paris-Tananarive, 1973;

Membre de l'American Society of International Law (Washington, USA);

Membre du Center for the Study of Democratic Institutions (Santa Barbara, USA), de 1971 à 1972;

Membre du Tribunal d'arbitrage constitué par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale) - Affaire Société Ltd. Benvenuti et Bonfant c/ Gouvernement de la République populaire du Congo (instance en cours);

Membre du Comité de rédaction de la Revue juridique et politique, indépendance et coopération (Paris), depuis 1968;

Collaborateur étranger du Journal du droit international (CLUNET), Paris, de 1964 à 1972;

Boursier de la Division des droits de l'homme des Nations Unies pour l'étude de l'ombudsman (Stockholm), juillet-septembre 1962;

Délégué de Madagascar au Séminaire des Nations Unies sur les recours judiciaires et autres recours contre les abus de l'autorité administrative (Stockholm), 12-29 juin 1962;

Ancien Président national de l'Association des étudiants malgaches en Europe (AEOM);

Membre du Tribunal d'arbitrage constitué sous l'égide de la Chambre de commerce internationale - Affaire AGIP c/ Etat malagasy et SOLIMA (instance en cours);

Consultant en droit international de la Banque centrale de la République démocratique de Madagascar, de la Compagnie nationale des transports aériens Air-Madagascar, et de la Société nationale de l'eau et de l'électricité (JIRAMA).

#### Travaux

L'infraction flagrante en droit français, anglais et tchécoslovaque (étude de droit comparé - Thèse - Paris, 1955);

Le système suédois de contrôle de l'administration et de la justice (étude effectuée pour la Division des droits de l'homme de l'ONU, 1962);

Le droit judiciaire privé malgache (cours polycopié - Faculté de droit de Tananarive, 1969);

"Chronique de jurisprudence malgache en matière de droit international privé" (Journal du droit international (CLUNET), Paris, 1964, No 1);

"Esquisse d'une étude comparée du droit national malgache" (Bulletin de Madagascar, septembre 1964, No 220);

"L'ombudsman et la protection des droits de l'homme" (Revue sénégalaise de droit, 1er septembre 1967, Dakar);

"Les problèmes du recrutement et de la formation des juges" (communication à l'Assemblée mondiale des juges) (Genève, juillet 1967);

"La Cour suprême malagasy" (Recueil Penant, Paris, No 722, octobre-novembre-décembre 1968);

Contribution à l'Etude internationale sur les tendances principales de la recherche dans le domaine des sciences sociales et humaines de l'UNESCO (mai-juillet 1972);

Système juridique malagasy dans Law and Judicial Systems of Nations (Washington, USA, 1977);

Le droit pénal spécial malgache (Université de Madagascar, 1973);

Sentences arbitrales internationales (Genève et Paris), 1972-1975;

Opinion individuelle dans l'affaire Deep Seabed Mining Case - Cour internationale organisée par la huitième Conférence internationale de la paix mondiale par le droit, Manille, août 1977;

"Rôle des tribunaux dans la protection des droits et libertés et dans la politique du développement" (communication au Colloque africain francophone de Dakar (Sénégal), 1978).

#### Distinctions honorifiques

Commandeur de l'Ordre national malagasy, 1976;

Officier de l'Ordre national du mérite français, 1969;

Officier de l'Ordre du Croissant vert des Comores, 1970;

Médaille commémorative de l'Ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (Paris);

Médaille commémorative du cinquantième anniversaire de la Cour suprême de l'URSS.

#### N.B. - Biographie figurant aux :

Who's Who in the World (Marquis' Who's Who, Chicago, USA); 1st Ed. 1972-1973, 2nd Ed. 1974-1975, 3rd Ed. 1976-1977;

Dictionary of International Biography (Cambridge, United Kingdom), 1974-1975 et 1976-1977;



Who's Who in Africa south of the Sahara (Europa Publications, London, United Kingdom), depuis 1971;

Dictionary of African Biography (Melrose, London), depuis 1970;

International Who's Who in Community Service, vol. II, London, 1976-1977;

Men of Achievement (Melrose, London, 1976);

The International Court of Justice, The Chief Justices and Judges of the Supreme Court of Nations (Washington, USA, 1977).

-----